

Des éditeurs de luxe



Kurt W. Zimmermann

Kurt W. Zimmermann était rédacteur en chef et plus tard membre de la direction de Tamedia. Aujourd'hui, il est propriétaire d'une maison d'édition de magazines en Italie, auteur de livres et chroniqueur pour la «Weltwoche» et «Bilanz».

C'est une tendance née en Suisse. De nombreux milliardaires s'offrent une édition de presse. Dans les médias, rares sont les tendances internationales qui sont parties de Suisse. Mais il existe une exception : celle des milliardaires qui achètent un journal pour le plaisir.

Comme toujours, Christoph Blocher n'est jamais bien loin quand on parle de milliardaires en Suisse. En 2017, Blocher a acheté pour 35 millions de francs un empire de 27 journaux d'annonces gratuits – des titres comme «Tagblatt der Stadt Zürich», «Luzerner Rundschau» et «Bodensee Nachrichten».

C'était déjà la troisième fois que Blocher investissait dans l'industrie de la presse. Dès 1986, il reprenait le «Bündner Tagblatt», à Coire, alors en situation critique. En 2010, il a acheté la «Basler Zeitung». Dans un premier temps, il avait cependant démenti la reprise, s'abritant derrière le propriétaire officiel, son ancien collègue Tito Tettamanti.

Avec Blocher, le capitaliste dans l'âme Tettamanti a été le premier du club des super-riches à devenir éditeur. En 2001 déjà, il achetait la «Weltwoche», le «Beobachter» et «Bilanz». Contrairement à Blocher qui nourrit des ambitions politiques, Tettamanti a toujours poursuivi des objectifs commerciaux. Au bout de cinq ans, il a vendu son secteur presse à Axel Springer Suisse, en réalisant un important bénéfice au passage.

Aujourd'hui, Blocher écrit un billet hebdomadaire dans la plupart des 27 titres qu'il détient. Signés de son nom, ces billets ont un style assez décousu. Blocher constitue à

cet égard une exception. De tous les milliardaires qui ont acheté une édition de presse pour leur plaisir, il est le seul à être devenu aussi journaliste. Ses richissimes collègues éditeurs comme Jeff Bezos, John Elkann ou Carlo de Benedetti ne s'y risquent pas.

Les milliardaires qui s'offrent des maisons d'édition forment une corporation en plein essor dans l'industrie des médias. Et créent un contraste florissant saisissant avec la sinistrose dans laquelle est plongée la branche.

La palme de la témérité peut indéniablement être décernée à Carlo De Benedetti, le binational suisse-italien de St-Moritz qui a fait fortune avec Olivetti. De Benedetti a fondé – chose incroyable – un nouveau journal imprimé. Baptisé «Domani», le titre a été lancé en italien le 15 septembre de cette année. «Domani» entend proposer «des faits plutôt que du blabla», selon les mots de De Benedetti, et se situe politiquement très à gauche du centre.

De Benedetti concurrence ainsi le plus célèbre quotidien du pays, la «Repubblica», marqué à gauche, également aux mains d'un milliardaire depuis 2020. John Elkann, de la famille Agnelli, a repris le titre et est devenu président de l'éditeur du journal. En 2015, le clan Agnelli, héritier du groupe Fiat, avait déjà

acquis le magazine d'actualité britannique «The Economist». Excellemment doté financièrement, ce dernier est depuis un franc succès.

Le «Washington Post» est un autre exemple illustrant l'effet revitalisant des outsiders fortunés pour les médias. Lorsque l'actionnaire majoritaire d'Amazon Jeff Bezos l'a

racheté en 2013, sa première décision a été de mettre fin à la politique d'austérité. Il a embauché 250 journalistes et mis en place les dernières technologies numériques en remplacement des systèmes de rédaction archaïques et des méthodes de marketing en vigueur. Contrairement à nombre d'éditeurs clas-

siques, il avait largement les moyens de s'offrir cet investissement. Trois ans plus tard, le «Washington Post» renouait avec les bénéfices.

La liste des investissements comparables est longue. Le créateur de logiciels Marc Benioff, lui aussi milliardaire, a par exemple fait l'acquisition du Time Magazine en 2018. Le richissime tchèque Daniel Křetínský a récemment acheté des parts du Monde. Patrick Soon-Shiong, devenu milliardaire dans le secteur pharmaceutique, a repris le Los Angeles Times il y a deux ans. Le chef d'entreprise allemand Holger Friedrich, spécialisé dans l'informatique, s'est offert la «Berliner Zeitung».

Dans la plupart des cas, les journalistes ont fait la moue à l'arrivée de ces capitalistes avant de réaliser après coup, soulagés, que leur titre en mauvaise posture retrouvait soudainement sa stabilité financière. Alors que les éditeurs traditionnels réduisent les coûts partout où ils le peuvent, les nouveaux éditeurs de la caste des milliardaires investissent.

Il est intéressant de noter que les fortunés nouveaux éditeurs ne sont pas gênés par les positionnements plutôt à gauche. Sous Jeff Bezos, le «Washington Post» a renforcé son engagement à gauche et a été un opposant acharné de Donald Trump de la première heure.

On observe la même tendance en Suisse, mais sur le marché en ligne. Ces dernières années, on a vu fleurir des portails en ligne indépendants représentant le mouvement écologiste de gauche, par exemple «Republik» à Zurich, «Journal B» à Berne, «Zentralplus» à Lucerne ou «Bajour» à Bâle. En Suisse romande, on trouve «Heidi News» à Genève, qui est toutefois un peu moins marqué politiquement à gauche que ses homologues de Suisse alémanique.

Mais ils ont tous en commun d'être sponsorisés par d'importants moyens financiers.

Par exemple, le portail «Heidi News» est soutenu par un énorme portefeuille. Il est en effet cofinancé par la fondation genevoise Aventinus, derrière laquelle se cache entre autres la fortune de la famille du créateur de la marque Rolex, Hans Wilsdorf. Avec quelques banquiers privés genevois, la fondation Aventinus vient de reprendre le quotidien «Le Temps», qui appartenait à Ringier.

Le portail Zentralplus de Suisse centrale est le jouet de Nick Mijnsen, grand héritier de la famille propriétaire de Landis & Gyr, qui comble régulièrement les déficits. Avant cela, Mijnsen avait cofondé le parti Alternative verte socialiste à Zoug.

Le portail en ligne bâlois «Bajour» est financé par Beatrice Oeri, ancienne enseignante de maternelle aux méthodes alternatives et héritière de Roche, avec une fortune estimée à plus d'un milliard de francs. Chaque année, elle injecte un million de francs dans la rédaction, qui ne serait pas viable sans ce financement.

Alors que les éditeurs traditionnels réduisent les coûts partout où ils le peuvent, les nouveaux éditeurs de la caste des milliardaires investissent.

Oeri a aussi investi des centaines de milliers de francs dans les magazines en ligne de gauche «Journal B» à Berne et «Republik» à Zurich.

Pour le portail «Republik», les frères Martin, Daniel et Marcel Meili, qui affichent des valeurs progressistes, ont également mis

Il est intéressant de noter que les fortunés nouveaux éditeurs ne sont pas gênés par les positionnements plutôt à gauche.

la main au portefeuille. Ils ont apporté plus de trois millions de francs, une somme sans laquelle le projet n'aurait pas pu voir le jour. Les frères Meili sont les héritiers du groupe milliardaire Cerberus, leader du marché des détecteurs de fumée, que leur père avait créé avant de le vendre.

Blocher, De Benedetti, Oeri, Cerberus, Fiat ou Rolex, c'est un curieux paradoxe. À l'heure actuelle, ce sont des journalistes, des responsables politiques et des planificateurs média qui gagnent sans doute 150'000 francs par an qui s'inquiètent pour leur branche, tandis que des personnes mille fois plus fortunées croient au contraire dans les médias.